

Martin Gagné (MSSS)

De: Paul Levesque
Envoyé: 3 juin 2025 16:52
À: erika.durniak-ouellette@mamh.gouv.qc.ca; patrick.liard@urgences-sante.qc.ca; jean.therrien@montreal.ca; dave.waterhouse@montreal.ca; serge.villeneuve@montreal.ca; jean.melancon@longueuil.quebec; jhamelin@agsicq.ca; pchateauvert@fqm.ca; yletourneau@umq.qc.ca; mathieu.boisvert@msp.gouv.qc.ca; Josiane.Fiset-Soucy@mamh.gouv.qc.ca; Vincent Cregheur (CISSSMC16); Stéphane Martineau (CISSSLAN); Luc Tremblay (CISSSLAN); Véronique Bourget (CISSSMC16); dcantin@ville.dolbeau-mistassini.qc.ca; emmanuelle.St-Arnaud@urgences-sante.qc.ca; marie-pierre.rouette@montreal.ca; Francois PELLETIER; Ghislain LAROCHE; Luc Jolicoeur; Julie Martel; Jean Olivier Charbonneau (CISSSMC16); Beaupré, Daniel; Yannick Marineau (CISSSLAN); Le Bel, Renaud; Alexandre Messier (MED); Marie-Chantal Robert; Patrick Gallagher; Robyn Marcotte; Luc Jolicoeur; Dominic Chaput; Vincent Desrosiers; Philippe GAUTHIER; Havard, Chantal; Doucet, Denis; Mitton, Christine; Dion, Caroline Karine Dionne; Charles Montamat; annik.bouchard@msp.gouv.qc.ca; Dominic Chaput
Cc:
Objet: Entente services premiers répondants | Important | informations complémentaires + annonce

Bonjour à toutes et à tous,

Des préoccupations semblent circuler actuellement au sujet de la nouvelle entente visant la mise en place d'un service de premiers répondants (PR), concernant les impacts que pourrait avoir la non-capacité d'un service de sécurité incendie (SSI) à intervenir sur des appels simultanés (comme SSI ou PR) ainsi que par rapport au rôle du directeur médical national des services préhospitaliers d'urgence au regard des obligations légales du SSI découlant de la Loi sur la sécurité incendie (LSI). Nous souhaitons donc apporter les clarifications suivantes.

- La nouvelle entente n'apporte aucun changement au cadre légal actuel à travers duquel 35% des municipalités au Québec offrent déjà le service de PR. C'est d'ailleurs la même chose pour les pouvoirs du directeur médical national des services préhospitaliers d'urgences ou des directeurs médicaux régionaux des services préhospitaliers d'urgences qui sont déterminés en vertu de la LSPU et pour lesquels l'Entente n'accorde aucun pouvoir supplémentaire.
- Il est important de rappeler que, comme l'article 47 de la LSI, la LSPU prévoit, au second alinéa de son article 42, une exonération de responsabilité pour les interventions réalisées dans le cadre d'un service de PR, autant pour la personne qui agit à titre de PR que pour l'autorité qui a établi ce service.
- De plus, l'entente elle-même précise explicitement à l'article 4.5.1 que : « *Les Parties reconnaissent que si les Services de premiers répondants sont fournis par le service de sécurité incendie de la Municipalité, ce service doit prioriser ses fonctions premières, et que cela pourrait avoir pour effet d'empêcher la Municipalité de respecter certaines des obligations ou d'atteindre certains des objectifs ou seuils prévus par l'Entente.* »
- Quant à l'annexe à l'Entente qui porte sur la modulation des affectations, elle prévoit effectivement qu'aucune modulation ne peut être appliquée aux appels de priorité 0 (P0) — sous réserve toutefois de l'article 4.5.1. Concrètement, cela signifie qu'un service de PR ne peut prévoir de manière explicite ne jamais répondre à un appel P0. Par contre, avec l'application de l'article 4.5.1 :
 - un service de sécurité incendie qui, au début d'une journée, constaterait que ses effectifs présents sont en nombre insuffisant pour intervenir à titre de PR en parallèle de ses autres fonctions habituelles pourrait informer le Centre de communication santé (CCS) responsable qu'il ne sera pas en mesure de répondre aux appels durant cette journée;
 - il en est de même si, lors de la réception d'un appel du CCS responsable, un SSI n'est pas disponible et que répondre à l'appel du CCS le placerait dans une situation où il ne pourrait pas atteindre les objectifs prévus au schéma de couverture de risques applicable. Le SSI informant le CCS au moment de la prise d'appel.

Nous faisons confiance aux personnes qui devront mettre en application cette entente pour évaluer et juger de la réalité opérationnelle en sachant que les P0 représentent moins de 5% des interventions préhospitalières, soit environ 31 000 appels par année comparativement à 283 000 P1 et 248 000 P3. Au-delà des chiffres, il faut garder à l'esprit que c'est l'humain qui doit d'abord et avant tout nous préoccuper, car une P0 c'est une personne qui présente un haut risque d'arrêt cardio-respiratoire. Un des principaux objectifs de mettre en place un service de PR sera toujours de sauver des vies.

En plus, rappelons que, dans les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* publiées à la Gazette officielle du Québec le 5 mars 2025, il est indiqué à l'objectif n°5 intitulé *Intervenir lors des autres risques de sinistres ou d'accidents* que le schéma peut aussi faire mention du fait que le SSI offre le service de PR (5.4). Ceci n'est pas une obligation. Même si la municipalité offre le service de PR, il n'est pas obligatoire de le prévoir au schéma de couverture de risques. Ainsi, si la municipalité qui offre le service PR l'indique à l'objectif 5 du schéma de couverture de risques pour les risques de sinistre ou d'accident, la municipalité pourrait bénéficier de l'exonération de responsabilité prévue à l'article 47 de la LSI. Sinon, c'est l'article 42 de la LSPU qui pourrait s'appliquer. Offrir ces deux services n'est donc pas impossible ou contre-indiqué. Au contraire, il faut seulement que la municipalité planifie ses interventions en toute connaissance de cause pour respecter ses obligations découlant des deux lois, autant en ce qui concerne ses interventions comme SSI que comme PR.

Rappelons que chaque année, des centaines de milliers d'interventions de PR sont réalisées par des services incendie à travers le Québec et que la nouvelle entente ne modifie pas le cadre légal.

Important, demain, un communiqué de presse sera transmis par le Ministre de la Santé concernant l'entente des PR. L'entente sera alors considérée comme déterminée par le ministre au sens de l'article 4.8 de la LSPU. Par la suite, l'entente sera dans les prochaines semaines déposées sur le site internet du MSSS et chaque Municipalité pourra signer cette nouvelle entente.

Nous tenons à vous remercier sincèrement pour votre engagement tout au long de ce processus. Bien que cette entente ne réponde peut-être pas à l'ensemble des attentes exprimées, elle représente une avancée significative, notamment grâce à une bonification substantielle de l'enveloppe budgétaire — triplée par rapport à la précédente. Le MSSS demeure pleinement engagé à poursuivre le dialogue avec les partenaires municipaux afin d'assurer une mise en œuvre concertée et de continuer à travailler ensemble sur les enjeux structurants qu'elle soulève.

Nous demeurons bien entendu disponibles pour répondre à vos questions, et nous réaffirmons notre volonté de travailler en toute transparence avec l'ensemble de nos partenaires.

Bonne journée.



Paul Levesque, M.A.

Directeur

Direction des services généraux et du préhospitalier

Ministère de la Santé et des Services sociaux

1075, chemin Sainte-Foy, 9e étage

Québec (Québec) G1S 2M1

☎ 581-814-9100 #62335 (Adjointe)

Courriel : paul.levesque@msss.gouv.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles. Si vous l'avez reçu par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez en prévenir immédiatement l'expéditeur et effacer ce courriel. Par respect pour l'environnement, imprimer ce courriel seulement si nécessaire.

